

La Crise de Suez et les motivations françaises de l'opération anglo-franco-israélienne.

Quatrième partie.

Antoine FRAYSSE*

Department of Foreign Languages, Aichi University of Education, Kariya 448-8542, Japan.

Dans cette quatrième partie, sera relaté le déroulement de l'opération militaire anglo-franco-israélienne.

Dans le plus grand secret, le 24 octobre 1956, les accords concernant l'expédition anglo-franco-israélienne sur Suez sont conclus à Sèvres près de Paris par des représentants du plus haut niveau des trois pays. Le collaborateur du ministre de la Défense Maurice Bourgès-Maunoury, Abel Thomas a publié dans son livre *Comment Israël fut sauvé* (1978) le texte du protocole de Sèvres que voici:

Dans l'après-midi du 29 octobre 1956, les forces israéliennes lanceront une attaque de grande envergure contre les forces égyptiennes, dans le dessein d'atteindre la zone du canal le lendemain.

Une fois informés des événements, les gouvernements de Grande-Bretagne et de France adresseront le 30 octobre 1956, séparément et simultanément, des appels formulés dans l'esprit des lignes essentielles suivantes:

Au Gouvernement égyptien:

- Cessez-le-feu absolu.

- Retrait de toutes les forces à 16 kilomètres (10 miles) du Canal.

- Acceptation de l'occupation des positions-clés sur le Canal par des forces anglo-françaises, de manière à garantir la liberté de passage sur le Canal aux bâtiments de toutes les nations jusqu'à conclusion d'un accord définitif.

Au Gouvernement d'Israël:

- Cessez-le-feu absolu.

- Retrait des forces à 16 kilomètres (10 miles) du Canal.

- Il sera indiqué au Gouvernement israélien que les Gouvernements français et britannique ont exigé du Gouvernement égyptien qu'il accepte l'occupation temporaire des positions-clés sur le Canal par des forces franco-anglaises.

Si l'un ou l'autre gouvernement rejetait l'appel, ou ne lui donnait pas son accord dans les douze heures, les forces anglo-françaises seraient susceptibles de prendre les mesures nécessaires pour que leurs exigences fussent satisfaites.

Il ne sera pas exigé du Gouvernement israélien qu'il satisfasse aux conditions de l'appel, au cas où le gouvernement égyptien n'accepterait pas les conditions de l'appel qu'il aura reçu.

Si le gouvernement égyptien n'accepte pas les conditions à lui présentées dans le délai imparti, les forces anglo-françaises déclencheront une attaque contre les forces égyptiennes dans les premières heures du 31 octobre 1956.

Le Gouvernement israélien enverra des forces occuper la rive occidentale du golfe d'Aqaba ainsi que les îles de Tiran et Sunagrin pour assurer la liberté de navigation dans ce golfe.

Israël n'attaquera pas la Jordanie pendant la durée de l'opération contre l'Égypte. Mais si la Jordanie attaque Israël durant cette période le Gouvernement britannique ne viendra pas en aide à la Jordanie.

Ce scénario hypocrite qui pose les Israéliens en agresseurs et Britanniques et Français en gardiens de la paix entre combattants et libérateurs du Canal ne trompera finalement personne le moment venu.

La conception des rapports avec l'allié israélien est aussi bien différente selon que l'on se place du côté britannique ou français.

En effet, le gouvernement britannique qui veut à toute force continuer de faire apparaître aux yeux des pays arabes la Grande-Bretagne comme une puissance amie, doit impérativement cacher sa collusion avec Israël. Les forces britanniques donc, vont adhérer strictement à l'esprit du protocole de Sèvres mais pas forcément à certains détails des opérations militaires qui révéleraient trop visiblement la collusion.

Du côté français par contre, la coopération militaire avec les forces israéliennes est très poussée. L'armée de l'air française va ainsi participer activement à la fourniture de la couverture aérienne de l'opération «Qadesh», nom de code de la conquête du Sinaï. Des bâtiments de la marine française patrouilleront le long des côtes israéliennes et effectueront des bombardements

dans la région de Gaza. Afin de faciliter la transmission des ordres, des officiers israéliens sont dépêchés auprès du commandement français à Chypre.

Les opérations militaires.

L'opération «Qadesh» sur la péninsule du Sinaï.

Comme prévu, le lundi 29 octobre à 17 heures, une opération aéroportée est lancée sur le col de Mitla à une soixantaine de kilomètres à l'est de Suez, ainsi que deux offensives terrestres, l'une en direction d'El-Arish au nord, l'autre en direction de Charm-El-Cheikh au sud. L'armée égyptienne surprise n'offre généralement qu'une résistance désorganisée à l'avance des colonnes blindées mais se montre plus efficace contre la prise de positions des parachutistes israéliens autour du col de Mitla. Le 30 octobre au matin, une nouvelle offensive terrestre est lancée en direction du col de Mitla pour appuyer les troupes aéroportées. L'avance israélienne est rapide et irrésistible: dès le 2 novembre, les soldats israéliens tiennent leurs positions à 16 kilomètres à l'est du Canal depuis El-Kantara au nord jusque devant Suez au sud. A la date du 5 novembre, ce sont la péninsule du Sinaï dans son ensemble et la bande de Gaza qui sont conquises, le golfe d'Aqaba et le détroit de Tiran qui sont dégagés. C'est un grand succès militaire pour Israël, une déroute catastrophique de l'armée égyptienne. Les chiffres les plus couramment publiés sur les pertes égyptiennes font état de 1650 tués, 4900 blessés et 6000 prisonniers de guerre⁽¹⁾.

L'opération «Mousquetaire».

Maintes fois reporté puis enfin «révisé», le plan anglo-français va enfin rentrer en application. Les militaires stationnés à Chypre, certains depuis près de trois mois, n'en peuvent plus d'attendre de passer à l'action. A l'origine destiné à être un débarquement à Alexandrie suivi d'une marche sur le Caire pour déposer Nasser, les objectifs ont été révisés à la baisse pour des raisons politiques. Le débarquement à Alexandrie ayant été jugé par trop agressif parce que certainement trop meurtrier en victimes civiles, c'est à Port-Saïd qu'aura lieu le débarquement des forces alliées et l'objectif défini se trouve limité à la zone du Canal. Il s'agit finalement plus d'une prise de gage destinée à montrer à l'Égypte la détermination anglo-française à ne pas céder le Canal que d'une expédition punitive. Mais alors, le renversement de Nasser semble plus difficile... Le plan «Mousquetaire révisé» définitivement élaboré le 14 septembre, s'organise en deux phases: la première est une phase «aéro-psychologique» de six jours de bombardement de sites stratégiques tels que les aérodromes et de largages de tracts pour la guerre psychologique, la seconde phase étant le débarquement des forces expéditionnaires assorti d'opérations aéroportées au terme de ces six jours de bombardements. Ce plan témoigne de la grande prudence de ses concepteurs britanniques soucieux d'éviter le plus possible les pertes humaines et de leur souci de perfection dans la prévision et l'articulation des différentes composantes, dans le style des grandes opérations amphibies de la Seconde Guerre mondiale, mais s'avérera dans son application beaucoup trop lourd (pratiquement impossible d'en modifier certains détails au dernier moment) et lent (phase aéro-psychologique beaucoup trop longue). De nombreux militaires français le critiquent et le trouvent inadapté mais le commandement français est subordonné au commandement britannique dans cette opération⁽²⁾.

Avec la participation israélienne, ce plan d'action ne se définit plus que comme une opération de maintien de la paix, séparation de belligérants et prise de positions-clés sur les deux rives du Canal. La participation israélienne justement, va contribuer à détériorer d'avantage encore les dysfonctionnements de l'opération anglo-française, en multipliant les frictions. Depuis le début octobre en effet, une opération franco-israélienne menée sans les Britanniques est établie et dès lors les forces françaises ont été organisées en une entité distincte, indépendante des forces principales du niveau interallié anglo-français. Dans le système intégré, où se superposent plusieurs échelons de commandement, la transmission rapide et précise d'ordres précis s'avère difficile et au moment de l'action dévoilera ses nombreuses lacunes: telle unité de l'armée française recevant au même moment des ordres différents du commandement britannique et du commandement français par exemple.

Le déroulement des opérations du plan «Mousquetaire», à l'inverse de l'opération «Qadesh» subira très largement les interférences des événements politiques des dix premiers jours de novembre 1956, aussi la relation des opérations militaires va maintenant se faire suivant l'ordre chronologique, replacée dans son contexte politique.

Mardi 30 octobre 1956.

Dans la matinée, Anthony Eden et Guy Mollet ont informé leurs gouvernements de leur décision d'adresser un ultimatum à Israël et à l'Égypte et de recourir à l'intervention de forces anglo-françaises pour séparer les belligérants si nécessaire. Tous les ministres les assurent de leur accord. Ordre est donné au général Keightley de lancer l'opération «Mousquetaire» dès le rejet de l'ultimatum. La flotte de débarquement appareille de Malte. Dans l'après-midi, Christian Pineau et Sir Ivone Kirkpatrick, secrétaire général du Foreign Office, remettent aux ambassadeurs d'Israël et d'Égypte l'appel solennel de la France et de la Grande-Bretagne à cesser les hostilités. Cela fait, Anthony Eden se rend à la Chambre des communes où il annonce la remise

de l'ultimatum à Israël et à l'Égypte et obtient le soutien des députés avec une majorité de 52 voix malgré l'indignation des travaillistes. Au même moment, à New York, le Conseil de sécurité siège lorsqu'arrive la nouvelle de l'envoi de l'ultimatum franco-britannique à Israël et à l'Égypte; ajournement immédiat de la séance. Fureur du général Eisenhower et de John Foster Dulles qui exigent une nouvelle séance un peu plus tard et font proposer le vote immédiat d'une résolution condamnant Israël et ordonnant le retrait de ses forces. Veto britannique et français, rejet de la résolution. Dès cet instant, le délégué soviétique et de nombreux autres représentants de pays du tiers-monde soupçonnent la collusion anglo-franco-israélienne. Plus grave est le fait que les États-Unis aient proposé cette résolution «contre toute utilisation de la force au Moyen-Orient» avant même la réponse du colonel Nasser car c'est la condamnation publique de la Grande-Bretagne et de la France, leurs alliés traditionnels. A Paris, en soirée, réunion du Parlement. A l'Assemblée nationale Guy Mollet obtient le soutien de 368 députés (182 opposants) et au Conseil de la République 289 voix contre 29. Au Caire, le colonel Nasser fait savoir dans la soirée à l'ambassadeur de France qu'il rejette l'ultimatum. Du côté soviétique, pas de commentaire officiel; les problèmes en Pologne et les émeutes et la grève générale de Hongrie occupent suffisamment le Kremlin.

Mercredi 31 octobre 1956.

Le Conseil de sécurité des Nations unies siège sans interruption. La plainte de l'Égypte est enregistrée. Une résolution soviétique est bloquée par le veto britannique et français. Mais une parade est trouvée contre le veto systématique des Britanniques et des Français: la Yougoslavie a recours à une procédure nommée «Unis pour la paix» demandant une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale des Nations unies et obtient la réunion de l'Assemblée générale pour le lendemain.

Pour les Alliés anglo-français, il faut agir sur le terrain le plus vite possible avant que les Nations unies ne parviennent à une décision à leur encontre. Sur le front, l'avance israélienne est rapide et les objectifs prévus atteints en fin de journée, mais cela s'est fait dans la crainte permanente d'attaques aériennes égyptiennes. Selon les termes du protocole de Sèvres, la phase aéro-psychologique de l'opération «Mousquetaire» devait commencer au matin du 31 octobre. Il n'en a rien été. Obéissant sans doute à des directives venant du plus haut niveau, la Royal Air Force a retardé ses missions au maximum afin de préserver l'image d'impartialité de son action. Il a fallu que Ben Gourion en appelle à Guy Mollet pour faire pression sur Londres. Finalement, c'est avec douze heures de retard que la phase aéro-psychologique commence, soit au soir de ce 31 octobre. Autre contretemps, le bombardement de l'aéroport du Caire (Gizeh) doit être supprimé en raison de la présence sur le terrain d'avions américains chargés d'opérations de rapatriement de civils, or il se trouve que ce terrain abrite un grand nombre de Mig égyptiens.

Au Caire, le colonel Nasser semble très affecté par la déroute de son armée dans le Sinaï et fait appel à la solidarité arabe devant l'agression caractérisée dont l'Égypte fait l'objet de la part d'Israël. Les raids aériens de la Royal Air Force vont modifier grandement son comportement car il ne s'attendait pas à une attaque directe de la Grande-Bretagne et de la France, deux symboles de la puissance coloniale s'il en est.

Judi 1^{er} novembre 1956.

Le colonel Nasser prend de nombreuses décisions tactiques: ordre de retrait des forces égyptiennes du Sinaï, redéploiement de ces forces sur la rive ouest du Canal afin de résister à l'invasion anglo-française, dispersion de tous les chasseurs et bombardiers égyptiens encore en état de vol vers des pays amis (Arabie saoudite, Syrie), obstruction du Canal sur toute sa longueur par le sabordage de 47 bateaux remplis de ciment. Ce faisant, la liberté de circulation sur le Canal n'existe plus pour personne et l'un des objectifs de l'opération «Mousquetaire» disparaît. Il fait aussi un discours radiophonique appelant les Égyptiens à la résistance et les pays arabes à l'aide, bien que leur conseillant de ne pas intervenir militairement.

A l'Assemblée générale des Nations unies, John Foster Dulles dépose une résolution exigeant le cessez-le-feu immédiat et la réunion de l'Assemblée générale sans interruption jusqu'à la mise en application de cette résolution. Il demande aussi que tous les États membres des Nations unies cessent d'introduire des armements dans cette région du Moyen-Orient. Tous les pays arabes condamnent la Grande-Bretagne et la France.

Le gouvernement français dans son ensemble est étonné de la véhémence du secrétaire d'État à son égard, mais ne prend pas cette attitude trop au sérieux. Il faudrait par contre essayer de hâter le débarquement du corps expéditionnaire avant que l'Assemblée générale ne vote la résolution, c'est-à-dire le 2 ou le 3 octobre. Christian Pineau en avise le général Ely le soir même, mais la décision n'appartient pas au commandement français.

A Londres, Anthony Eden doit faire face à une crise gouvernementale grave: après le ministre de la Défense Sir Walter Monckton, c'est le ministre d'État Anthony Nutting qui vient de démissionner. La séance de la Chambre des communes où le nouveau ministre de la Défense Anthony Head fait son rapport sur les raids aériens sur l'Égypte doit être suspendue pour cause de huées. Le principal souci du Premier ministre semble être la protection du secret de la collusion entre la Grande-Bretagne et

Israël.

Dans le ciel d’Égypte, 240 avions britanniques et français attaquent les aéroports sans relâche à partir des trois porte-avions alliés ou des bases de Chypre. Du fait de l’utilisation «humanitaire» de bombes de moyen tonnage, les résultats sont jugés décevants par l’état-major.

Vendredi 2 novembre 1956.

La route du pétrole est coupée. Le roi Séoud d’Arabie saoudite vient de décréter l’embargo sur le pétrole à destination de la Grande-Bretagne jusqu’à la fin du conflit. Les Syriens ont saboté les pipe-lines irakiens traversant leur pays. Cela s’ajoutant à l’arrêt de la circulation maritime sur le Canal, la Grande-Bretagne se trouve privée des deux tiers du carburant nécessaire à sa vie quotidienne. La France ne disposant pas non plus de stocks pétroliers importants, Londres et Paris font appel au gouvernement américain pour les aider à assurer leurs approvisionnements; refus de Washington. De plus de nombreux pays arabes rompent leurs relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et la France.

À Londres, le général Ely reçu par le comité des chefs d’états-majors qui rejette toutes ses propositions comprend enfin que le comité est opposé au débarquement pourtant imminent en Égypte par refus de toute collusion avec Israël. À l’état-major de Chypre, les généraux Beaufrere et Stockwell ont néanmoins conçu le plan de parachutage d’un régiment français et d’un bataillon britannique sur Port-Saïd avant le débarquement mais il est rejeté par le général Keightley car jugé trop risqué. Les Français sont de plus en plus conscients que le temps joue contre l’opération qu’il faudrait hâter le plus possible mais ils ont l’impression que leurs alliés font tout pour la retarder au contraire. C’est pourquoi Christian Pineau est envoyé à Londres négocier avec Anthony Eden un avancement du projet, qu’il obtient d’ailleurs: opération aéroportée en un point quelconque du Canal aux premières heures du 3 et déclenchement de l’opération principale dans la nuit du 3 au 4. Un nouveau plan nommé «Télescope» voit le jour; il s’agit du parachutage sur Gamil de 400 soldats britanniques suivi un quart d’heure plus tard de celui de 450 soldats français dans les environs, prévu pour le matin du 5 novembre.

En ce vendredi, le colonel Nasser est ovationné par la foule cairote à sa sortie de la mosquée. Sa popularité est intacte. La mobilisation pour la résistance commence à s’organiser.

À l’aube de ce jour, la résolution américaine demandant le cessez-le-feu immédiat et le retrait d’Égypte de toutes les forces étrangères a été adoptée par 64 voix. 5 pays ont voté contre. 6 se sont abstenus. Le ministre canadien Lester Pearson propose l’envoi en Égypte d’une force internationale de police sous mandat des Nations unies.

Samedi 3 novembre 1956.

John Foster Dulles est hospitalisé d’urgence. Henry Cabot Lodge devient le conseiller du Président pour la politique étrangère. Il est connu de tous pour ses vues anti-colonialistes. Inquiétude de Christian Pineau et Selwyn Lloyd.

Le général Ely tente en vain de décider le général Keightley à passer à l’action ce jour. Dans la soirée, Anthony Head, nouveau ministre de la Défense, accompagné du général Templer, chef d’état-major, arrivent à Chypre et approuvent le plan «Télescope».

Les bombardements alliés se poursuivent alors que la conquête du Sinaï est presque achevée.

Dimanche 4 novembre 1956.

L’Assemblée générale des Nations unies réunie à la demande de l’Égypte a adopté deux résolutions pendant la nuit: l’une réclame un cessez-le-feu dans les douze heures, l’autre présentée par Lester Pearson, ministre des Affaires étrangères canadien, demande au secrétaire général d’établir dans les quarante-huit heures un projet de force internationale de police chargée de surveiller la cessation des hostilités. Lorsque dans l’après-midi, Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations unies informe Anthony Eden et Guy Mollet des résolutions concernant le cessez-le-feu et la force internationale de police, il leur précise que les forces anglo-françaises en seraient exclues et que l’Égypte et Israël ont accepté le cessez-le-feu. C’est là une défaite diplomatique sans précédent pour les Alliés: voulant se poser en libérateurs, ils se voient considérés de fait comme des agresseurs. L’acceptation par Israël du cessez-le-feu irrite Guy Mollet au plus haut point. En fait il s’agit d’une manœuvre diplomatique destinée à se concilier la bienveillance des Nations unies lui explique Ben Gourion. Suite à cette conversation, le délégué d’Israël informe les Nations unies des conditions préalables posées par son pays pour un cessez-le-feu, conditions évidemment inacceptables par l’Égypte.

Les Français s’impatientent et s’inquiètent des lenteurs britanniques. Christian Pineau et Maurice Bourgès-Maunoury vont à Londres pour décider Anthony Eden à autoriser les forces françaises à passer à l’action à partir des bases de Chypre quelles que soient les pressions exercées par les États-Unis et les Nations unies. Malgré l’opposition politique croissante à laquelle il doit faire face (démission de ministres, passage de 15 députés conservateurs à l’opposition, manifestations monstres pour la paix dans les rues de Londres, campagnes de presse exigeant sa démission), Anthony Eden prend la décision de poursuivre

l'opération «Mousquetaire» en s'engageant à transmettre, sous conditions, la responsabilité du maintien de la paix à une force des Nations unies. Sa décision est approuvée par la majorité des ministres et aussi transmise à Eisenhower. Les modalités de l'action commune (opération «Télescope» puis débarquement à Port-Saïd) sont ensuite discutées jusque tard dans la nuit avec les envoyés français.

Lundi 5 novembre 1956.

Sept heures du matin: 588 parachutistes britanniques sautent sur l'aérodrome de Gamil, à dix kilomètres à l'ouest de Port-Saïd, sous le commandement du général Butler. Un quart d'heure plus tard, sous les ordres du colonel Château-Jobert, 427 soldats français sont parachutés au sud de Port-Saïd.

Au même moment, l'Assemblée générale des Nations unies vote la constitution d'une force internationale d'urgence chargée d'assurer et de surveiller la cessation des hostilités. Cette force est placée sous la direction du général canadien Burns qui est autorisé à recruter immédiatement du personnel. La rapidité de cette prise de décision est très inhabituelle aux Nations unies...

En Egypte, les troupes alliées avancent rapidement et commencent à négocier dans l'après-midi un cessez-le-feu avec le gouverneur de Port-Saïd. Les négociations échouent du fait de la propagande diffusée dans les rues par le consul soviétique appelant la population à la résistance en attendant l'arrivée de troupes soviétiques et la destruction de Londres et de Paris par des armes nucléaires...

Le soir-même en effet la réaction de Moscou, maintenant que la révolte hongroise est réprimée se fait entendre sous la forme d'un message radiophonique adressé par le maréchal Boulganine au président Eisenhower. Il s'agit d'une proposition de collaboration entre les deux pays. Puisqu'ils sont tous deux «*de grandes puissances possédant tous les types modernes d'armement, y compris des armes atomiques*», ils ont «*la responsabilité spéciale d'arrêter la guerre, (...) cette guerre chargée de menaces*» qui «*peut mener à la troisième guerre mondiale*». «*Les Etats-Unis disposent en Méditerranée d'une puissante marine de guerre. L'U.R.S.S. a également une forte et puissante aviation. L'utilisation commune et immédiate de ces moyens, sur décision de l'O.N.U., constituerait une garantie sûre pour la cessation de l'agression contre le peuple égyptien et les pays de l'Orient arabe.*»⁽³⁾.

La réponse du président Eisenhower ne tarde pas: la proposition est irrecevable.

Mardi 6 novembre 1956.

En pleine nuit, Anthony Eden, Guy Mollet et Ben Gourion reçoivent chacun une lettre du maréchal Boulganine. Le ton est comminatoire: il faut cesser l'agression, sinon c'est la troisième guerre mondiale. La lettre adressée à Anthony Eden contient la menace d'user d'armes modernes et de fusées contre la Grande-Bretagne. Celle adressée à Ben Gourion mentionne que c'est l'existence-même de l'Etat d'Israël qui est en cause. S'agit-il de menaces bien réelles ou de bluff destiné à éloigner encore davantage les trois pays des Etats-Unis? La résolution soviétique proposée au conseil de sécurité sonne comme un ultimatum adressé aux trois pays. Si dans un délai de douze heures, les trois pays n'ont pas appliqué le cessez-le-feu ordonné par les Nations unies, l'Union soviétique propose que «*tous les Etats membres de l'O.N.U., et en tout premier lieu les Etats-Unis et l'U.R.S.S. accordent une aide armée et autre à la victime de l'agression, par l'envoi de forces navales et aériennes, de troupes de terre, de volontaires, d'instructeurs, de matériel de guerre et autres formes d'assistance*». ⁽⁴⁾. Bien sûr la France, la Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis opposent leur veto à cette résolution.

Anthony Eden ne paraît pas accorder grand crédit à la lettre de Boulganine et en juge les termes inacceptables. Son souci est ailleurs: quarante députés conservateurs menacent de passer à l'opposition, presque tous les pays du Commonwealth sont opposés à sa politique et la dernière pression exercée par les Etats-Unis s'avère insupportable. A la suite de la vente massive de livres sterling par le Trésor américain, le cours de la monnaie chute à son plus bas niveau historique. Pour éviter la dévaluation, un emprunt est indispensable mais Washington le refuse. Harold McMillan, chancelier de l'Echiquier, cède à la pression et demande l'arrêt de l'intervention. De plus, l'état de santé d'Anthony Eden se détériore de jour en jour et il est littéralement épuisé. A onze heures du matin, il fait connaître sa réponse au secrétaire général des Nations unies à l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres: il accepte le cessez-le-feu, sans préciser d'heure.

A Paris, les menaces des fusées soviétiques ébranlent l'opinion mais la plus grande partie de la classe politique garde son calme. Guy Mollet est en fait plus inquiet de l'attitude britannique et va toute la journée essayer de retarder les effets de la décision d'Anthony Eden, mais finalement l'heure du cessez-le-feu est fixée à zéro heure à Londres (deux heures du matin le 7 novembre en Egypte). En Egypte, le débarquement s'est bien déroulé; Port-Fouad est pris rapidement, quelques tireurs isolés font encore problème à Port-Saïd, mais les généraux Beaufre et Massu prévoient d'être à El-Kantara le lendemain. Malgré une course effrénée pour gagner le plus de terrain possible, à l'heure du cessez-le-feu, les forces anglo-françaises ne sont que devant

El Kantara, à 35 kilomètres au sud de Port-Saïd.

Dans le Sinaï, les forces israéliennes ont obéi au cessez-le-feu sans condition fixé au 6 novembre vers deux heures du matin.

Ce même jour, le général Eisenhower a été réélu président des Etats-Unis.

Notes :

- (1) http://en.wikipedia.org/wiki/Suez_crisis
- (2) Sur l'opinion d'officiers français, on peut se référer à l'ouvrage d'André Beaufre *L'expédition de Suez* cité en annexe et à celui de Jacques Massu et Henri Le Mire *Vérité sur Suez 1956*, Paris, Plon, 1978.
- (3) Cité par Georgette Elgey dans, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997, p.223.
- (4) Cité par Georgette Elgey dans, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997, p.224.

Références bibliographiques:

- Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Henri Azeau, *Le piège de Suez*, Laffont, 1964.
- Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982.
- Mordechai Bar-On, *The Gates of Gaza*, St. Martin's Griffin, New York, 1995.
- André Beaufre, *L'expédition de Suez*, Grasset, 1967.
- Georgette Elgey, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997.
- Georgette Elgey, *Le gouvernement Guy Mollet et l'intervention*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Marc Ferro, *1956 SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995.
- André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1963*, Fayard, Paris, 1965.
- Paul Gaujac, *Suez 1956*, Editions Lavauzelle, Paris, 1986.
- Keith Kyle, *Suez Britain's End of Empire in the Middle East*, I.B. Tauris Publishers, London, New York, 1991, 2003.
- Jean Lacouture, *Nasser*, Editions du Seuil, Paris, 1971.
- Jean et Simone Lacouture, *L'Egypte en mouvement*, Editions du Seuil, Paris, 1962.
- Pierre Milza, *La relève des impérialismes au Proche-Orient*, in «Dossier Suez», revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Christian Pineau, *1956 Suez*, Laffont, Paris, 1976.
- Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance. 1952-1958*, Editions du Seuil, Paris, 1980.
- Jean-Pierre Rioux, *L'opinion publique ou «le lion vieilli et le coq déplumé»*, in «Dossier Suez», revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.
- Abel Thomas, *Comment Israël fut sauvé*, Albin Michel, Paris, 1978.
- Maurice Vaisse, *L'opération «Mousquetaire»*, in «Dossier Suez», revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Maurice Vaisse, *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.

(Received September 19, 2006)